



DÉCISIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

11 AVRIL 2019

**Adresser toute correspondance
à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



DM19_001	09/01/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Olivier MARBOEUF et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_002	22/01/2019	Signature du bail civil relatif à la mise à disposition d'un local sis 26 Place de la Fontaine au profit de la ville de Noisy-le-Sec
DM19_003	01/02/2019	Sollicitation du Fond d'Investissement Métropolitain pour Micro Folie musée numérique
DM19_004	01/02/2019	Sollicitation du Fond d'Investissement Métropolitain pour Micro Folie normes énergétiques
DM19_005	08/02/2019	Dépôt d'une déclaration et autorisation de travaux de l'"Antenne Jeunesse de Béthisy"
DM19_006	08/03/2019	Dépôt d'une déclaration et autorisation de travaux de l'"Antenne Jeunesse Boissière"
DM19_007	19/02/2019	Exercice du droit de préemption d'un bail commercial au 59 Rue Jean Jaurès
DM19_009	30/01/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'art contemporain (Exposition : "Caméléon Club")
DM19_010	04/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Helma MAYISSA et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
2018_4647	25/02/2019	Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage publics et de signalisation tricolore lumineuse" (2 lots).
DM19_011	01/03/2019	Approbation du refinancement des contrats de prêt et du financement des nouveaux investissements auprès de la Caisse française de financement local
DM19_012	25/02/2019	Mise à disposition précaire d'un bien immobilier sis 10 rue des Bergeries au profit de monsieur Samir MOZRANI
DM19_013	22/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre NDAYE Kouagou et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_014	22/02/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Kaoutar HARCHI et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI
DM19_015	En signature	Dépôt d'un permis de construire pour un bâtiment modulaire à usage du Mille-Club
DM19_016	06/03/2019	Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019

DM19_017	11/03/2019	-Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Ghita SKALI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain
DM19_018	11/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Karima El Kharraze et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSE
DM19_019	11/03/2019	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Claire Finch et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSE
L2A_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n° 1 prolongeant à compter du 02/02 jusqu'au 31/03/2019 l'accord cadre multi attributaire au marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication - Lot 2 : Fabrication de supports de signalétique et exposition (bâches, kakémonos, support PVC, carton-plumes 29/01/2019...) - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co attributaire du lot ATELIERS DEMAILLES sis 33 quai Jean-baptiste Clément -94140 ALFORVILLE
L2B_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n° 1 prolongeant à compter du 02/02 jusqu'au 31/03/2019 l'accord cadre multi attributaire au marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication - Lot 2 : Fabrication de supports de signalétique et exposition (bâches, kakémonos, support PVC, carton-plumes 29/01/2019...) - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co attributaire du lot est PERADOTTO PUBLICITE sis 12 chemin de Saquier - 06200 NICE
L1A_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est DIRECT IMPRESSION sis 10bis rue Paul Henri Spaak - 77462 Saint Thibault-des-Vignes
L1B_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est IMPRIMERIE DU POTIER sis 95 avenue de Bobigny - 93130 Noisy-le-Sec
L1C_AO2014_4538	28/01/2019	Avenant n°1 prolongeant à compter du 02 février jusqu'au 31 mars 2019 l'accord cadre multi attributaire du marché 2014-4538 "Impression de documents et fabrication de supports de communication" relatif au lot 1 " Impression de documents de communication" - marché initial d'un an pour une durée maximale de

		reconduction de 3 ans soit 4 ans - sans incidence financière sur le montant du marché - Le co-attributaire est IMPRIMERIE RAS sis 6 avenue des Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec – le lot 1 concerne le gros œuvre – Ce marché est valable 4 mois avec une estimation H.T de 544 763€ - Le titulaire du marché est ABATECH sis 64 Bis rue Dulong - 75001 Paris
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec - le lot 2 concerne la menuiserie - Ce marché est valable 73 jours avec une estimation H.T. de 130 874€ - Le titulaire du marché est FMD sis 19/29 rue de Seine - 94400 Vitry sur Seine
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec - le lot 3 concerne les ascenseurs - Ce marché est valable 53 jours avec une estimation H.T. de 21 250 € - Le titulaire du marché est A2A sis 10 Rue Pierre Salmon - 51430 Bezannes
2018/4644	22/01/2019	MAPA relatif aux Travaux d'aménagement d'une micro folie à la ferme de Merlan à Noisy-le-Sec – le lot 4 : électricité - Ce marché est valable 4 mois avec une estimation H.T. de 371 048,21€ Le titulaire du marché est DERICHEBOURG sis 2 Rue des Sables - 91170 Viry Chatillon
2018/4649	01/02/2019	MAPA relatif à la Réalisation des analyses biologiques à partir des prélèvements effectués par le centre municipal de santé - Ce marché est valable 2 ans avec une estimation annuelle H.T. de 27 000 € - Le titulaire du marché est BIOLAM LCD sis 70 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis
2018/4648	08/02/2018	MAPA relatif à l'Organisation et animation de formation linguistique de type ateliers de savoir sociolinguistiques en faveur des Noiséens nouvellement installés en France - Ce marché est valable 2 ans avec une estimation H.T. de 34 420 € - Le titulaire du marché est PROSODIA sis 3 Promenade de la Bonette - 92230 Gennevilliers
2016/4601	18/11/2016	MAPA relatif aux Travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Ce marché est valable 29 mois avec une estimation H.T. de 11 353 535,81 € + (3,40 %)- l'Avenant 3 du marché s'élève à 64 898,54 € H.T - Le titulaire du marché est Urbaine de travaux sis 2 Avenue du Général de Gaulle - 91170 Viry Chatillon
2018/4667	26/02/2019	AOO relatif à l'Impression du magazine municipal et distribution d'outils municipaux – Le lot 1 concerne l'impression du magazine municipal - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 35 000 € - Le titulaire du marché est IMPRIMERIE RAS sis 6 Avenue des Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel
2018/4667	26/02/2019	AOO relatif à l'Impression du magazine municipale et distribution d'outils municipaux - Le lot 2 concerne la distribution d'outils municipaux d'information à la population - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 10 000 € -- Le titulaire du marché

		est CHAMPAR SAS - 12 Avenue des Morillons Z.I. des Doucettes - 95140 Garges-lès-Gonesse
2018/4647	04/03/2019	AOO Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation tricolore lumineuse – Le lot 1 concerne les travaux d'entretien et d'amélioration des réseaux d'éclairage public - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 220 000 € - Le titulaire du marché est INEO INFRASTRUCTURES sis 7 bis Allée des Frères Montgolfier - 77183 Croissy Beaubourg
2018/4647	05/03/2019	AOO Travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation tricolore lumineuse - le lot 2 concerne les travaux d'entretien et d'amélioration des réseaux de signalisation tricolore lumineuse - Ce marché est valable 4 ans avec une estimation H.T. de 110 000 € - Entreprise Michel Ferraz - Parc des Guillaumes sis 58 Rue de Neuilly - 93130 Noisy-le-Sec

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/03/2019

Reçu en préfecture le 06/03/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20190109-DM19_001V-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Olivier MARBOEUF et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, La Galerie commande à l'auteur Olivier MARBOEUF un texte édité dans le journal de l'exposition et sa présentation publique avant le 1^{er} février 2019 à La Galerie,

Considérant, que l'artiste auteur s'engage à réaliser l'écriture du texte avant le 10 décembre 2018,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Olivier MARBOEUF demeurant sis, 11, allée Maurice Ravel, 35000 RENNES, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 300€ brut (Trois cents euros brut) ou de 269.16 € net (Deux cent soixante-neuf euros et seize centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 8 janvier 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 9 janvier 2019

P./° Le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/02/2019

Reçu en préfecture le 05/02/2019

N° 19_002

Affiché le

SLO

ID : 093-219300530-20190122-DM19_002-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

SIGNATURE DU BAIL CIVIL RELATIF A LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL SIS 26 PLACE DE LA FONTAINE AU PROFIT DE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Monsieur Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal du Maire.

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 relative aux pouvoirs délégués par le Conseil Municipal du Maire.

Considérant la volonté de la Ville de Noisy-le-Sec de mettre en place une nouvelle Antenne Jeunesse au sein d'un nouveau quartier

Considérant la disponibilité du local appartenant à la Société Immobilière 3F au 26 Place de la Fontaine d'une superficie total de 81 m²

DECIDE

Article 1

De signer pour le local situé, 26 Place Fontaine – 93130 Noisy-le-Sec, avec la Société Immobilière 3 F sis 159, rue Nationale à Paris 75013.

Article 2

Le présent bail civil prend effet le 4 février 2019 pour une durée d'un an renouvelable, par période d'un an, par tacite reconduction.

Article 3

Le montant du loyer annuel est de 11 524.80 euros charges comprises.

Article 4

La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice prévisionnel. Le présent bail civil mis à disposition est consenti moyennant le paiement d'un loyer et de charges, dont le montant est ainsi fixé.

- Loyer annuel : 10290 €
- Charges annuelles : 1234.80 €

V

Ces montants seront susceptibles de faire l'objet d'une réactualisation dans les conditions prévues par la loi, et les articles 5 et 7 du bail civil.

Article 5

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie. Copie de cette décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- Direction de l'Aménagement
- Monsieur le Trésorier Principal

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 janvier 2019




Monsieur Laurent RIVOIRE
Le Maire de Noisy-le-Sec
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/02/2019
Reçu en préfecture le 05/02/2019 N° 2719-003
Affiché le 
ID : 093-219300530-20190201-DM19_003-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

SOLLICITATION DU FONDS D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de réaliser un nouvel équipement municipal de type Micro Folie comprenant notamment un musée numérique,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le Fonds d'Investissement Métropolitain

DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds d'Investissement Métropolitain à hauteur de 82 054 € pour les acquisitions de matériels informatiques et numériques ainsi que le mobilier.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le **01 FEV. 2019**

P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Ést Ensemble »

Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/02/2019
Reçu en préfecture le 05/02/2019 N° 2719-004
Affiché le SLO
ID : 093-219300530-20190201-DM19_004-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

SOLLICITATION DU FONDS D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder à la mise en conformité par rapport aux nouvelles normes énergétiques de l'équipement Micro-Folie,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le Fonds d'Investissement Métropolitain

DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds d'Investissement Métropolitain à hauteur de 46 160 € pour les travaux de mise en conformité par rapport aux nouvelles normes énergétiques de l'équipement Micro-Folie.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

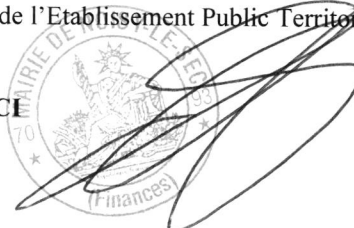
Fait à Noisy-le-Sec, le 01 FEV. 2019

P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/03/2019

Reçu en préfecture le 07/03/2019

Affiché le

SLO

ID : 093-219300530-20190208-DM19_005-AI

DECISION DU MAIRE

N°19_005

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal (art. 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

DEPOT D'UNE DÉCLARATION ET AUTORISATION DE TRAVAUX DE L' « ANTENNE JEUNESSE BETHISY »

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R 421-1,

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007, relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu la délibération n°2017/06-01 en date du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au maire par le conseil municipal,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 novembre 2012,

Vu l'avis de la commission concernée,

Considérant que ces travaux entrent dans le champ d'application de déclaration et autorisation de travaux

Dans la continuité de ses actions, la collectivité souhaite développer des structures de proximité afin que les jeunes aient un espace dans lequel ils puissent se retrouver pour discuter, organiser des projets, participer aux activités... tout en respectant les règles de vie. La structure est un :

- lieu d'accueil, d'écoute, de dialogue,
- lieu d'apprentissage (savoir – savoir faire – savoir être),
- lieu de création et de réalisation,
- lieu ouvert d'échanges, de rencontres et de découverte.

Le projet de l'antenne jeunesse Béthisy s'inscrit dans une démarche de valorisation du patrimoine de la Ville permettant ainsi de rendre l'espace accessible aux personnes à mobilité réduite, d'améliorer sensiblement les conditions d'exploitation et d'utilisation des espaces intérieurs.

C'est afin de mieux répondre à cet objectif et impulser une dynamique que la municipalité développe ce projet de mise en conformité de l'antenne jeunesse Béthisy au regard de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite

Le bâtiment est situé sur un terrain de 3762 m² environ dans une zone dédiée aux espaces de centralité et à vocation mixte.

Les locaux sont aménagés au rez-de-chaussée d'un immeuble à usage d'habitation et donne sur la place Dreyfus (centre-ville) qui est prolongée par la place des découvertes (Place du marché)

Le projet consiste à :

- remplacer la porte d'entrée simple par une porte tierce à deux unités de passage,
- créer un WC PMR,
- créer un espace de rangement au sous-sol.

Ces locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Les seuils ne dépasseront pas les deux centimètres sur l'ensemble du projet.

L'ensemble de ces travaux, réglementé par le Plan local d'urbanisme nécessite le dépôt d'un dossier de permis de construire,

DECIDE

Article 1 :

De déposer pour le compte de la Commune, un dossier de déclaration et d'autorisation de travaux pour la mise en conformité d'accessibilité PMR de l'antenne jeunes de Béthisy et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La dépense correspondante sera inscrite au budget de la Commune.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le

08 FEV. 2019

Le Maire
Laurent Rivoire

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/03/2019

Reçu en préfecture le 07/03/2019

Affiché le

SLO

ID : 093-219300530-20190208-DM19_006-AI

DECISION DU MAIRE

N°19_006

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal (art. 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

DEPOT D'UNE DÉCLARATION ET AUTORISATION DE TRAVAUX DE L' « ANTENNE JEUNESSE BOISSIERE »

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R 421-1,

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007, relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu la délibération n°2017/06-01 en date du 22 juin 2017 portant délégations de pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 novembre 2012,

Vu l'avis de la commission concernée,

Considérant que ces travaux entrent dans le champ d'application d'une déclaration et autorisation de travaux

Dans la continuité de ses actions, la collectivité souhaite développer des structures de proximité afin que les jeunes noiséens aient un espace dans lequel ils peuvent se retrouver pour discuter, organiser des projets, participer aux activités... tout en respectant les règles de vie communes. La structure est un :

- lieu d'accueil, d'écoute, de dialogue,
- lieu d'apprentissage (savoir – savoir faire – savoir être),
- lieu de création et de réalisation,
- lieu ouvert d'échanges, de rencontres et de découverte.

Le projet de l'antenne jeunesse Boissière s'inscrit dans une démarche de valorisation du patrimoine de la Ville.

C'est afin de mieux répondre à cet objectif et impulser une dynamique culturelle dans la ville que la municipalité développe un projet d'aménagement d'une antenne jeunesse dans le secteur Boissière permettant ainsi de répondre aux besoins des jeunes du quartier.

Le bâtiment est situé sur un terrain de 997 m² environ dans une zone centralité et à vocation mixte.

Le Projet consiste en la création d'une antenne jeunesse au rez-de-chaussée d'un immeuble sis au 29 Rue de la fontaine à Noisy le Sec.

Le bâtiment à usage d'habitat collectif avec commerces au rez-de-chaussée comprend des locaux vacants à l'angle de la rue de la fontaine et la rue du 18 avril 1944 destinés à accueillir une antenne jeunesse du quartier.

➤ Le projet comprend :

- Un espace d'accueil
- Un comptoir
- Sanitaire accessible aux personnes à mobilité réduite
- Locaux rangement au Sous-sol

Le bâtiment sera accessible aux personnes à mobilité réduite

L'ensemble de ces travaux, réglementé par le Plan local d'urbanisme nécessite le dépôt d'une déclaration avec une autorisation de travaux,

DECIDE

Article 1 :

De déposer pour le compte de la Commune, un dossier de déclaration et d'autorisation de travaux pour la l'aménagement de l'antenne jeunesse de Boissière, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La dépense correspondante sera inscrite au budget de la Commune.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 08 FEV. 2019



Le Maire
Laurent Rivoire

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 12/03/2019
Reçu en préfecture le 12/03/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190219-DM19_007-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL SUR UN BAIL COMMERCIAL SIS 59 RUE JEAN JAURES A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

Vu le Code du Commerce, notamment ses articles L.141-1 à L.141-22 et L.145-1 à L.145-60,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2010, reçue en Préfecture le 27 décembre 2010, référencée n° 2010/12-01.01, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le droit de préemption de la Ville sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009, reçue en Préfecture le 8 juillet 2009, référencée n° 2009/06-01-015, approuvant la délimitation d'un périmètre de sauvegarde dans le cadre de la mise en place du droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce sur la commune,

Vu la déclaration de cession d'un bail commercial, sis 59 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, cadastré section X n° 55, appartenant à la SCI CHAD IMMO, représentée par sa gérante Madame Christine VENG, reçue en Mairie le 9 janvier 2019,

Vu le renouvellement du bail commercial relatif à la cession du droit au bail mentionné ci-avant,

Considérant la situation du fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant, au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal par sa délibération n°2009/06-01-015 en date du 25 juin 2009,

Considérant la situation stratégique du bien, situé le long de la rue Jean Jaurès, axe commercial structurant et repéré au titre d'un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité,

Considérant la volonté de la Ville, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de maintenir et renforcer les implantations commerciales en rez-de-chaussée d'immeubles, notamment le long des axes

h

principaux de la Ville, dans un souci d'amélioration du cadre de vie des habitants noiséens et d'animation urbaine,

Considérant à ce titre que la Ville de Noisy-le-Sec a conforté cette volonté par l'instauration d'un Droit de Préemption sur les Fonds Commerciaux, Fonds Artisanaux et Baux Commerciaux,

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans une démarche plus globale de maintien de locaux commerciaux de proximité sur la rue Jean Jaurès, conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, et ce en vue de favoriser la diversité commerciale,

Considérant que l'exercice du droit de préemption sur les fonds de commerce est destiné à préserver la diversité de l'activité commerciale et à promouvoir son développement au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal,

Considérant que l'activité commerciale pressentie par le repreneur du site ne permettra pas de garantir la mixité et la diversité de l'offre commerciale sur le territoire communal et plus particulièrement sur le linéaire commercial existant sur la rue Jean Jaurès,

Considérant à ce titre qu'il convient pour la Ville d'exercer en l'espèce son droit de préemption afin de garantir cette diversité, en pleine conformité avec les dispositions du Code de l'Urbanisme en la matière et des objectifs de la délibération du Conseil Municipal en date du 15 février 2007 et la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009 instaurant le droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Considérant en conséquence que l'acquisition de ce bien est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs ci-avant mentionnés,

D E C I D E

Article 1

En application des dispositions des articles R.214-5 et R.214-6 du Code de l'Urbanisme, il est fait exercice du droit de préemption institué sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux dans le cadre de la cession de fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant et concernant un bien sis 59 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, ledit bien étant constitué d'une boutique avec vitrine sur rue de 24.5 m², d'une arrière- boutique de 6m² et deux greniers de 17m² et 14m² au prix de 20.000,00 (VINGT MILLE EUROS) TTC.

L'exercice du droit de préemption se fera aux prix et conditions mentionnées dans la déclaration, à savoir pour un montant de cession de 20.000 Euros, le montant du loyer du bail commercial concerné étant fixé à 11.977,00 Euros annuels.

Article 2

Les dépenses relatives à l'exécution de la présente décision sont prévues au budget de la Commune.

Article 3

Dans le délai d'un an à compter de la prise d'effet de la cession, le droit au bail sera rétrocédé dans les conditions fixées par les dispositions des articles L.214-2 et R.214-11 et suivants du Code



de l'Urbanisme, en vue d'une exploitation destinée à préserver la diversité de l'activité commerciale.

Article 4

Dans l'attente de l'exécution des dispositions de l'article 3, les dépenses relatives à la reprise du bail commercial par la Ville, conformément aux dispositions mentionnées dans la déclaration mentionnée ci-avant, seront exécutées sur le budget de la Ville.

Article 5

Monsieur le Maire ou son représentant sont autorisés à signer, au nom de la Ville, tout acte, convention, bail ou pièce nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Article 6

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 7

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis – 1 Esplanade Jean Moulin – 93007 BOBIGNY,
- Monsieur le Trésorier – Centre des Finances Publiques – 5, rue de Lisbonne – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS,
- Madame Christine VENG – 12 Rue Alexandre Dumas – 93150 LE BLANC MESNIL
- Madame Evelyne POCHARD – 51 Rue Auguste Rodin – 77181 COUNTRY
- Maître François CHESNEAU – 10 Rue Carnot – 93130 NOISY-LE-SEC

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 FEV. 2019

Laurent RIVOIRE

Le Maire de Noisy-le-Sec
Vice - Président de la Métropole du Grand Paris




DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 14/02/2019
Reçu en préfecture le 14/02/2019
Affiché le 
ID : 093-219300530-20190130-DM19_009-CC

Approbation de l'avenant à la convention de cession de droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Caméléon Club »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition « Caméléon Club » de Tarek Lakhrissi qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019,

Considérant, que le présent avenant à la convention pour la création d'un principe graphique et sa déclinaison, a pour objet la réalisation de 4 pages supplémentaires pour le journal d'exposition,

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant à la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie PROYART, sise, 8, rue Polonceau - 75018 Paris, relative à :

- Frais de réalisation pour un montant maximum de 110 € TTC (Quatre cent euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 30 janvier 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 janvier 2019

P/° le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 14/02/2019

Reçu en préfecture le 14/02/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20190204-DM19_010-CC

SLD

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Helma MAYISSA et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, l'auteur Helma MAYISSA s'engage à présenter un concert public le 30 mars 2019 à 20h,

Considérant, que l'auteur cède ses droits sur le texte des paroles de la chanson « Freestyle : Amère » récitée par un des personnages du film « Out of the Blue » réalisé par Tarek Lakhrissi et présenté dans l'exposition,

Considérant, que l'artiste auteur s'engage à présenter une prestation publique en ordre de marche le 30 mars 2019 et à fournir en amont toutes les informations nécessaires à sa réalisation,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Helma MAYISSA demeurant sise, 51, rue Etienne Marcel, appt R33, 93100 Montreuil, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 323 € brut (Trois cent vingt trois euros brut) ou de 267.51 € net (Deux cent soixante sept euros et cinquante et un centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 21 janvier 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 février 2019

P^r le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 19_011

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil
municipal (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU REFINANCEMENT DES CONTRATS DE PRET ET DU FINANCEMENT DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS AUPRES DE LA CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL

Monsieur le Maire de Noisy-le-sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-1 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-02 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire de la ville de NOISY-LE-SEC, en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, et notamment la réalisation des emprunts prévus au budget et de gestion active de la dette.

Vu le budget primitif 2019 de la ville de Noisy-le-Sec,

Monsieur le Maire de Noisy-Le-Sec rappelle que pour refinancer les contrats de prêt ci-après et pour financer les nouveaux investissements pour un montant de 5 250 000,00 EUR, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant global de 23 361 628,74 EUR.

Considérant avoir pris connaissance de l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2019-10 y attachées.

DECIDE

Article 1^{er} :

Le contrat de prêt est composé de 2 prêts.

Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL

Emprunteur : VILLE DE NOISY LE SEC

Montant du contrat de prêt : 23 361 628,74 EUR

Durée du contrat de prêt : 15 ans

Objet du contrat de prêt : - à hauteur de 5 250 000,00 EUR, financer les investissements.
- à hauteur de 18 111 628,74 EUR, refinancer, en date du 01/09/2019, les contrats de prêt ci-dessous :



Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé	Intérêts courus non échus
MIN268299EUR	001	4E	5 635 176,95 EUR	173 704,33 EUR
MPH261483EUR	001	Hors Charte	5 392 947,15 EUR	86 826,45 EUR
MPH261436EUR	001	Hors Charte	5 453 504,64 EUR	37 098,98 EUR
MPH260293EUR	001	4E	1 630 000,00 EUR	0,00 EUR
Total			18 111 628,74 EUR	297 629,76 EUR

Le montant total de l'indemnité compensatrice dérogatoire autofinancée est de 1 000 000,00 EUR.

Le montant total refinancé est de 18 111 628,74 EUR.

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MIN268299EUR001, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 4,05 %.

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MPH261483EUR001, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 3,15 %.

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MPH261436EUR001, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 3,95 %.

Par dérogation aux dispositions du contrat de prêt n°MPH260293EUR001, les intérêts courus non échus dus sont calculés d'un commun accord entre le prêteur et l'emprunteur au taux annuel de 0,00 %.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome des contrats de prêt refinancés et est exclusivement régi par ses stipulations.

Les 2 prêts composant le contrat de prêt sont les suivants :

PRET N°1 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°1 se compose d'une seule tranche obligatoire.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/09/2019 au 01/09/2033

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 18 111 628,74 EUR

Versement des fonds : le 01/09/2019

Durée d'amortissement : 14 ans

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4,35%

Base de calcul des Intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : personnalisé

h

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/09/2031	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/09/2031 jusqu'au 01/09/2033	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

PRET N°2 (Score Gissler 1A)

Le prêt n°2 se compose d'une seule tranche obligatoire.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/09/2019 au 01/09/2034

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 5 250 000,00 EUR

Versement des fonds : le 01/09/2019

Durée d'amortissement : 15 ans

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 2,20%

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement Et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé :

En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
jusqu'au 01/09/2032	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
au-delà du 01/09/2032 jusqu'au 01/09/2034	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

Article 2 :

Monsieur Dref MENDACI, Adjoint délégué aux finances et à la vie associative, est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

h

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à la Caisse Française de Financement Local et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le - 1 MARS 2019


Monsieur le Maire,
Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/03/2019	N° 19_012
Reçu en préfecture le 01/03/2019	
Affiché le	
ID : 093-219300530-20190225-DM19_012-AI	

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MISE A DISPOSITION PRECAIRE D'UN BIEN IMMOBILIER SIS 10 RUE DES BERGERIES AU PROFIT DE MONSIEUR SAMIR MOZRANI

Monsieur Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatifs aux pouvoirs délégués par le Conseil Municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 relative aux pouvoirs délégués par le Conseil Municipal au Maire,

Vu l'arrêté 14-881 relatif à la délégation de fonction de Madame Marie-Rose HARENGER, adjointe au Maire,

Considérant la volonté de valoriser le patrimoine de la Ville de Noisy-le-Sec,

Considérant la disponibilité du logement situé au 10 rue Bergeries,

Considérant la nécessité de reloger Monsieur Samir MOZRANI qui résidait initialement au 52 rue Saint Denis, bien de la Ville frappé d'un arrêté de péril imminent,

DECIDE

Article 1

Monsieur Samir MOZRANI bénéficiera de la mise à disposition du bien immobilier suivant, selon les modalités précisées aux articles suivants de la présente décision.

Identification et adresse du bien immobilier	Nature du bien immobilier	Usage autorisé
10 rue des Bergeries	Appartement	Habitation

Article 2

Une convention d'occupation précaire, précisant les modalités de mise à disposition, sera signée avec Monsieur Samir MOZRANI en application de la présente décision.

Article 3

La convention, mentionnée à l'article 2 de la présente décision, prend effet le 25 février 2019 pour une durée d'un an renouvelable, par période d'un an, par tacite reconduction.

Le preneur est informé du caractère précaire et révocable de ladite convention, dont la résiliation ne donnera droit à aucune indemnité.

Article 4

La mise à disposition est consentie moyennant le paiement d'un loyer et de charges, dont le montant est ainsi fixé :

- Loyer mensuel : 800 €
- Charges forfaitaires mensuelles : 80 €

Ces montants seront susceptibles de faire l'objet d'une réactualisation dans les conditions prévues par la loi et précisées au sein de la convention.

Article 5

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie.

Copie de cette décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis,
- Monsieur le Trésorier Principal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 25 février 2019

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec,
Vice-président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/03/2019
Reçu en préfecture le 06/03/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190222-DM19_013-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre NDAYE Kouagou et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSE qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, l'auteur NDAYE Kouagou autorise l'utilisation des titres suivants « Foreword », « Kabosy » et « Intro Test 1 Caméléon Club » pour la bande son du film « Out of the Blue » 2019, réalisé par Tarek Lakhrissi et produit par La Galerie, centre d'art contemporain,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec NDAYE Kouagou demeurant : sis, 8, villa Meyer - 94170 Le Perreux Sur Marne, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 150 € brut (Cent cinquante euros brut) ou de 124.23 € net (Cent vingt quatre euros vingt trois centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 23 janvier 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 février 2019

P^r le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/03/2019
Reçu en préfecture le 06/03/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190222-DM19_014-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Kaoutar HARCHI et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, l'auteur Kaoutar HARCHI s'engage à faire une présentation publique de son œuvre littéraire au regard du travail de l'artiste Tarek Lakhrissi,

Considérant, que la présentation publique aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain le 16 février 2019,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Kaoutar HARCHI demeurant sise, 12, square Albin Cachot, 75013 Paris, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 250 € brut (Deux cent cinquante euros brut) ou de 207.05 € net (Deux cent sept euros zéro cinq centimes net) déduction faite des cotisations sociales.
- Frais de déplacement pour un montant maximum de 100 euros TTC (cent euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 14 février 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 février 2019

P/° le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 19/03/2019
Reçu en préfecture le 19/03/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20190306-DM19_016-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de son programme de résidence d'artistes, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec a invité Tarek Lakhrissi à résider à Noisy-le-Sec, du 3/09/2018 au 5/04/2019,

Considérant, que suite à une réforme de la Maison des Artistes sur les modalités de versement des cotisations sociales et dont l'ajout d'un nouveau taux de cotisation assurance vieillesse plafonnée de 6.90 % entré en vigueur le 1er janvier 2019,

Considérant, que cette nouvelle cotisation n'a pas été prise en compte sur les versements de janvier versés à Tarek Lakhrissi,

Considérant, que les 2 600 € HT (Deux mille six cent euros brut hors taxes) en janvier 2019 correspondant à 2153.31 € déduction faite des cotisations sociales, perçu en janvier,

Considérant, que cette rémunération ayant été calculée à partir des anciens taux de cotisations sociales,

Considérant, que la Ville s'engage à régulariser la différence de $(2600 - 6.90\% = 2420.60)$ et à verser à l'Urssaf le reste dû $(2600 - 2420.60 = 179.40)$ soit la somme de 179.40 €,

Considérant, que dans le cadre de la présentation des œuvres produites lors d'une exposition personnelle de janvier à avril 2019 à La Galerie, centre d'art contemporain, une rémunération supplémentaire est accordée à l'artiste pour le travail de conception et de réalisation de l'exposition, ainsi que pour un travail de conception et de réalisation d'une œuvre en ligne consistant à l'alimentation du compte Instagram de La Galerie, centre d'art contemporain,

Considérant, que les deux paiements seront regroupés sur une seule note de droits d'auteur,

DECIDE

Article 1 : Approuve l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019 passée avec Tarek Lakhrissi, sis, 4, square Crainquebille, 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Rémunération artistique supplémentaire de 1 320 € brut (Mille trois cent vingt euros brut) correspondant à 1 093 € (Mille quatre vingt treize euros net) déduction faite des cotisations sociales.
- Rémunération artistique supplémentaire de 150 € brut (Cent cinquante euros brut) correspondant à 124,23 € net (Cent vingt quatre euros vingt trois centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 22 février 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 6 mars 2019

P°/ le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20190311-DM19_017-AI

N° 19 017
SLO

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Ghita SKALI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition « Caméléon Club » qui a lieu à La Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, l'artiste s'engage à présenter une performance intitulée : « 32 octobre 2018 » le 9 mars à 19h

Considérant, que l'artiste sera présente lors de la performance le samedi 9 mars ainsi que pour le temps de répétition le vendredi 8 mars 2019,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Ghita SKALI, sise, Reinwarstraat 79B - 1093HB - Amsterdam, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 300 € TTC (Trois cents euros toutes taxes comprises),
- Frais de déplacement pour un montant maximum de 200 € TTC (Deux cents euros toutes taxes comprises),
- Frais de repas forfaitaire de 15 € TTC (Quinze euros toutes taxes comprises) pour ces venues à La Galerie,

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 7 mars 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 mars 2018

P/ le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Karima El Kharraze et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain pour l'exposition de Tarek LAKHRISSI

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, l'auteur Karima El Kharraze s'engage à conduire un atelier d'écriture et de mise en scène, suivi d'une présentation publique avec l'écrivaine Claire Finch, autour du livre d'Etel Adnan « L'apocalypse arabe »,

Considérant, que l'atelier et sa présentation publique aura lieu le samedi 9 mars 2019 de 14h à 18h à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Karima El Kharraze demeurant sise, 7, rue Jambon, 93200 Saint-Denis, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 200 € brut (Deux cents euros brut) correspondant à 165.64 € net (Cent soixante cinq euros soixante quatre centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 7 mars 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 mars 2019

P.^r le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 19/03/2019
Reçu en préfecture le 19/03/2019 N° 19 019
Affiché le SLO
ID : 093-219300530-20190311-DM19_019-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Claire Finch et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition de Tarek LAKHRISSI qui aura lieu à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec du 2 février au 30 mars 2019, l'auteur Claire Finch s'engage à conduire un atelier d'écriture et de mise en scène, suivi d'une présentation publique avec la metteuse en scène Karima El Kharraze autour du livre d'Etel Adnan « L'apocalypse arabe »,

Considérant, que l'atelier et sa présentation publique aura lieu le samedi 9 mars 2019 de 14h à 18h à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Claire Finch demeurant sise, 45, rue Rebeval, 75019 Paris, relative à :

- Droits d'auteur d'un montant de 200 € brut (Deux cents euros brut) correspondant à 165.64 € net (Cent soixante cinq euros soixante quatre centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 7 mars 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 mars 2019

P^r le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY